

Plus de 230 économistes canadiens appellent à l'action en matière de changements climatiques

OTTAWA, 6 octobre – Plus de 230 économistes enseignant dans les universités canadiennes ont signé une lettre ouverte aux représentants des partis politiques fédéraux pour que des actions cohérentes sur le plan économique soit prises afin de lutter contre les changements climatiques. Parmi les signataires, on retrouve certains des économistes les plus réputés comme l'actuel et d'anciens présidents de l'association canadienne des économistes, des titulaires de chaires et des membres de l'ordre du Canada.

« Les économistes ont des points de vue divergents sur beaucoup de sujets mais il existe un consensus assez remarquable sur ce qui doit être fait pour lutter contre les changements climatiques » explique Ross Finnie, un des trois auteurs de la lettre et professeur à l'université d'Ottawa. « Les signataires ont des vues politiques très variées et vont voter pour différents partis, mais nous sommes tous d'accord qu'une politique efficace de lutte contre les changements climatiques doit s'appuyer sur des principes économiques de base. Notre but est d'alimenter le débat public sur les changements climatiques à un moment où les gens considèrent sérieusement ce problème dans le contexte des élections fédérales. Notre espoir est que quel que soit le parti qui forme le prochain gouvernement, celui-ci se basera sur ces principes. »

« Il est remarquable de constater l'ampleur du consensus qui existe parmi les économistes sur un point crucial - la meilleure politique pour lutter contre les changements climatiques est de mettre un prix sur le carbone, » déclare Nancy Olewiler, une des auteurs de la lettre et directrice du programme des politiques publiques de l'Université Simon Fraser.

Les signataires appuient les 10 principes suivants :

- 1) Le Canada doit agir maintenant contre les changements climatiques.
- 2) Toute action significative impliquera des coûts pour l'économie.
- 3) Ces impacts économiques ne doivent pas servir de prétexte à l'inaction.
- 4) La tarification du carbone est la meilleure approche d'un point de vue économique.
 - a) Elle permet à chaque entreprise ou ménage de choisir la réponse qui lui convient le mieux.
 - b) Elle suscite l'innovation.
 - c) Le carbone est très certainement sous-évalué à l'heure actuelle.
- 5) La réglementation est le moyen le plus dispendieux d'atteindre des réductions d'émission.
- 6) Une taxe a l'avantage d'offrir une certitude sur le prix du carbone.
- 7) Un système de permis échangeables assure l'atteinte de cibles de réduction des émissions mais à un prix du carbone incertain et son implantation peut être complexe.
- 8) Les politiques qui imposent des coûts aux producteurs vont aussi avoir des conséquences pour les consommateurs.

- 9) Les mécanismes de contrôle des émissions par les prix peuvent avoir des effets régressifs et ce problème doit être pris en compte.
- 10) Un mécanisme basé sur les prix du carbone peut permettre la réduction d'autres taxes et ainsi améliorer notre système de taxation.

La lettre complète (version française et anglaise) et la liste des signataires seront disponibles à compter de lundi en fin d'après-midi à l'adresse suivante :

www.econ-environment.ca.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Jean-Thomas Bernard, Université Laval, département d'économique, Québec, QC G1V 0A6, tél: 418-656 5123.

Ross Finnie, Professor of Policy Studies at the University of Ottawa: 613-562-5800, ext. 4554 or 613-295-5798.